

Sébastien, kidnappé par la justice

L'Humanité, édition du 26 juin 2004

Par Laurent Mouloud

Après avoir vécu huit ans avec ses grands-parents, Sébastien, quatorze ans, a été placé de force chez son père. Depuis, il menace de se suicider pour retrouver enfin sa « Mémé Mireille ».

(rappel des faits)

Rappel des faits. En décembre dernier, Mireille Millet, une grand-mère de cinquante-cinq ans, a écopé de quatre jours de détention provisoire à la maison d'arrêt de Metz pour avoir soustrait Sébastien, son petit-fils âgé de treize ans, à son père venu le récupérer. Pendant huit ans, elle l'a élevé. Il y a deux ans, le père, absent jusqu'ici, obtient la garde contre l'avis de l'enfant qui ne veut en entendre parler. Depuis, Sébastien souffre d'anorexie et menace de se suicider. La justice, elle, ne veut pas l'entendre.

« Regardez. regardez dans quel état je l'ai récupéré. » Mireille Millet a maintenant étalé des photos devant elle. Un, deux, trois clichés pris l'été dernier. Dessus, on voit son petit-fils, Sébastien, profiter de ses vacances chez ses grands-parents, à Tiercelet (Meurthe-et-Moselle). Sur l'un, il barbote en culotte dans une rivière de campagne. La mine presque réjouie, si ce n'est ces joues creusées et ce corps famélique. « On pourrait les compter », soupire la vieille dame en désignant les côtes, saillantes sous la peau laiteuse. À l'époque, Sébastien a treize ans. Il pèse vingt-huit kilos.

Les yeux humides, Mireille reprend son souffle, dompte son émotion. Voilà maintenant plus de deux ans que son petit-fils et sa chevelure rousse a quitté Tiercelet où il passa la majeure partie de son enfance entre sa « Mémé » et son « Pépé ». Depuis, il déprime en région parisienne, placé d'abord chez un père haï qui a repris son droit de garde, puis, ces derniers temps, dans une famille d'accueil. Ni ses lettres émouvantes où il clame son souhait de revenir vivre avec ses grands-parents, ni les avis d'experts qui le jugent en grande détresse, ni son état anorexique n'ont influé une justice qui refuse, coûte que coûte, de prendre en compte la parole de l'enfant. Alors, avec le temps, Mireille est arrivée à la seule conclusion possible : « Ce que l'enfant veut, la justice s'en fout. »

La petite enfance de Sébastien n'a pas été de tout repos. À en croire l'entourage, le père était du genre coléreux, la gifle facile. Selon la mère, victime de graves problèmes de santé, Sébastien, alors âgé d'une vingtaine de mois, se serait retrouvé plusieurs fois puni sur le balcon de l'appartement parce qu'il avait eu le malheur d'uriner dans sa couche. À tel point que l'enfant a développé aujourd'hui une véritable phobie des papillons de nuit. Les parents divorceront rapidement. Et Sébastien, vers quatre ans, se voit confié à ses grands-parents maternels. Aucun papier officiel n'est signé mais tout le monde est d'accord.

À Tiercelet, dans le Haut-Pays lorrain, l'enfant s'épanouit normalement. Il va à l'école, se fait des copains, n'aime rien tant qu'arpenter la forêt, grimper aux arbres et cajoler son petit chat. Enfin heureux. Les années passent. Mais en janvier 2002, sa vie bascule. Le père, qui possédait jusqu'ici un droit de visite, décide de réclamer la garde de Sébastien. « Quand j'ai divorcé, il avait deux ans et demi, explique aujourd'hui le papa. J'estimais qu'il avait plus besoin de sa mère que de son père. Mais quand il a eu douze ans, j'ai jugé qu'il fallait que je m'occupe de mon fils. Je me suis aussi rendu compte que Sébastien vivait dans le mensonge : on lui avait toujours caché que ses parents avaient divorcé et mon image avait été totalement démolie. » Un argument qui ne convainc pas Mireille Millet. « Vu qu'il ne s'en est pas préoccupé pendant huit ans, cela me paraît irréel, estime son avocat, Me Sébastien Dollé. À mon sens, c'est plus basiquement matériel : en récupérant la garde, il n'a plus à payer de pension. »

Quoi qu'il en soit, une mesure d'investigation est ordonnée. Le tribunal de Briey tranche : Sébastien devra partir à Clamart (Hauts-de-Seine) dès la rentrée prochaine, sous la garde désormais de son géniteur. Abasourdi, le gamin proteste. En vain. « C'est tout le problème, souligne Jean-Marie Rhein, ancien chef de service au centre éducatif de Briey, le juge n'a aucune obligation légale de prendre en compte la parole de l'enfant. C'est selon son bon vouloir. »

La nouvelle est terrible pour Sébastien. En une semaine, il perd quatre kilos. Le 10 octobre, on vient finalement le chercher sans ménagement à l'école. « Ils l'ont pratiquement arraché des mains de l'instituteur », soupire Mireille. Pour elle, commence alors un véritable cauchemar. Le 5 novembre 2002, elle reçoit une lettre de Sébastien dans laquelle il assure « préférer mourir » s'il ne peut retourner à Tiercelet. Deux jours plus tard, l'enfant tente de se suicider en se noyant dans la baignoire. Mandaté par le procureur de la République de Briey, un pédiatre examine, en janvier 2003, un Sébastien anorexique. Conclusion univoque : l'enfant, qui pèse alors vingt-huit kilos à douze ans, doit immédiatement partir de chez son père. Le rapport de police fera le même constat.

En février, Sébastien fait une fugue de quelques heures. À l'école, ses résultats scolaires sont en chute libre. Il se bagarre, s'enferme régulièrement dans les toilettes à la récréation, est exclu de son école. En mai 2003, le grand-père paternel, lui-même, vient faire une déposition à la brigade des mineurs de Clamart. Il affirme que Sébastien est « très malheureux » chez son père, qu'il doit retourner chez ses grands-parents maternels.

Et puis, il y a ces lettres que Sébastien envoie en douce à « Mémé Mireille ». « J'étouffe ici. Si je reste là trop longtemps, je me suiciderai. J'ai vraiment besoin d'aide », peut-on lire sur l'une d'entre elles. « J'en ai marre, explique le gamin dans une autre. Je ne veux pas rester là trop longtemps. Je te le dis sinon je serai parfaitement capable de faire comme l'année dernière, me tuer. » Sébastien parle aussi d'un père qui s'emporte facilement, d'une belle-mère qui ne l'aime pas, de journées passées à jouer seul à la Gameboy. « Je n'ai pas de chambre à moi », explique-t-il un jour. Chaque soir, il traverse celle de son demi-frère de trois ans et s'en va dormir dans le bureau de son père, aménagé pour l'occasion.

Face à cette situation, Mireille Millet se heurte à une justice léthargique. Tous ces éléments ont été communiqués à la juge des enfants de Nanterre, dont dépend désormais Sébastien. Ils resteront sans suite. « La juge s'est fait son opinion, accuse Me Dollé. Elle n'a qu'une idée en tête : que l'enfant reste chez son père, et ce malgré tous les signaux d'alerte. C'est scandaleux. »

Ces signaux d'alerte, le père les voit aussi. Mais préfère les attribuer à l'attitude de la grand-mère. « Elle met une pression infernale sur Sébastien, se défend-il. Au lieu de l'aider à s'intégrer à sa nouvelle vie, elle se fait un plaisir de lui rappeler son passé heureux à Tiercelet, ses animaux. On cherche à déstabiliser Sébastien. Vous trouvez normal, vous, que mon fils ait des nausées la veille de venir me voir ? » Sébastien manipulé ? Personne ne croit à cette thèse. Tous les professionnels qui l'ont approché - assistante sociale, psychiatre, inspecteur de la PJJ - insistent sur la « grande détresse psychologique » de l'enfant et conviennent de la nécessité d'un retour en Lorraine. Quant à Mireille Millet, elle ne voit qu'une chose : la souffrance de son petit-fils.

À l'été 2003, Sébastien passe ses vacances à Tiercelet. Le mois d'août est bien avancé. Sébastien et sa grand-mère ont une conversation sérieuse. « Il était à bout, se rappelle-t-elle. Il m'a supplié de ne pas le laisser retourner chez son père. Et je lui en ai fait la promesse. C'était tout simplement respecter sa volonté. » À la fin du mois, Mireille refuse de rendre l'enfant. Elle le cache chez elle, puis chez des amis, tout en lui faisant parvenir ses devoirs d'école. Elle porte plainte contre son ex-gendre pour maltraitance. Finalement, Sébastien sera retrouvé le 12 décembre 2003 en Belgique. Mireille, elle, passera quatre jours en détention provisoire. Avant d'être remise en liberté le 15. « Je vais continuer à me battre pour récupérer Sébastien. Avec son père, il est en danger », lâche-t-elle aux caméras venues l'accueillir à la sortie de la maison d'arrêt de Metz-Queuleu.

Tout aussi remonté, Me Dollé découvre, à la même époque, un dysfonctionnement grossier de la justice. En septembre dernier, à la demande du procureur de la République de Briey, un rapport sur la situation de Sébastien a été rédigé par une assistante sociale. Ses conclusions sont claires : « Un entretien seul avec Sébastien a permis de donner la parole à l'enfant en dehors de tout discours, regard et pression extérieurs. Sébastien dit très vite qu'il a peur de ne plus vivre chez ses grands-parents et qu'il ne veut plus aller vivre chez son père. Le garçon dit "avoir peur de son père" car ce dernier "s'énerve vite" et qu'il "le gifle quand il n'arrive pas à faire ses devoirs". " Plus loin : " L'enfant évoque des tentatives de suicide et fait remarquer que personne n'entend sa souffrance. " Enfin : " On peut dire que l'enfant n'est pas en danger à leur domicile (celui des grands-parents - NDLR) et qu'il semble plutôt s'y épanouir. »

Chose incroyable : ce dossier explicite sera « oublié » ! Il restera sous le coude du procureur de la République de Briey jusqu'à ce que l'avocat de Mireille Millet s'en aperçoive et exige, en décembre, à ce qu'il soit joint au dossier d'instruction. « C'est une faute très lourde de laisser dormir un rapport ainsi, s'énerve Me Dollé. Avec lui, l'enfant ne serait pas reparti. Cela engage la responsabilité du service public de la justice qui a délibérément mis un enfant dans une situation où il menace de se suicider. »

Depuis, la défiance est de mise. La juge des enfants de Nanterre a ordonné le placement provisoire de Sébastien dans une famille d'accueil dont l'adresse est tenue secrète. Placé sous contrôle judiciaire, sa grand-mère n'a plus le droit de l'approcher. « Une mesure de sécurité destinée à éviter tout renouvellement de l'infraction », commente brièvement le juge d'instruction. « Je crois que c'est surtout une manière de couper encore plus les liens entre moi et Sébastien, répond Mireille Millet. Ils veulent lui laver le cerveau et le rendre à tout prix à son père. » La mère, elle, ne peut voir son fils que deux heures par mois, uniquement dans les locaux de l'oeuvre de secours aux enfants (OSE), un organisme privé domicilié à Paris. Sébastien n'a pas la liberté de téléphoner ou d'écrire à sa mère et à sa grand-mère.

Maigre espoir, le dernier rapport médico-psychiatrique constate l'extrême fragilité de Sébastien et confirme sa volonté de revenir chez ses grands-parents. Malgré tout, l'expert préconise, pour l'année prochaine, un placement en internat avec suivi psychiatrique. « En tête-à-tête, le médecin a convenu que l'enfant serait mieux chez nous, explique Mireille, mais qu'il ne pouvait pas nous le rendre sur un claquement de doigts. Il dit qu'il ne peut se permettre de se mettre les juges à dos ! » Mireille continue de se battre. Elle a reçu le soutien de la Ligue belge des droits de l'enfant, écrit au garde des Sceaux. Le 10 juin dernier, elle a - fait rarissime - déposé une demande de récusation du juge des enfants de Nanterre pour partialité. Sans résultat.

Hier, devait se décider du nouveau placement de l'enfant. Me Dollé ne se faisait guère d'illusions : « Sachant qu'on lui a fait une demande de récusation, la juge ne risque pas de nous être favorable. » Récemment, l'avocat a reçu une nouvelle lettre de soutien d'un ancien copain de Sébastien. « Il m'encourage, me dit de continuer à me battre. Il m'avoue en même temps qu'il ne croit plus guère en la justice. Lorsqu'un enfant de quatorze ans vous dit ça, franchement, ça fait un choc. »